

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 22 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Une bande de...
- 2) Il place les petits soldats
- 3) Secrétariat du Parti socialiste
- 4) Ce n'est pas une nouvelle
- 5) L'échec retentissant



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Je vois une bande de mecs grossiers, vulgaires, incultes,



Vincent Cassel: "Le Front National ? Une bande de mecs grossiers, vulgaires, incultes, énervés... Ca fait flipper !"

Vincent Cassel, invité de Michel Denisot pour l'émission "Conversation Secrète", diffusée sur Canal Plus, a dit tout le mal qu'il pensait du parti de Marine Le Pen et de son parti:

"Je vois une bande de mecs grossiers, vulgaires, incultes, énervés.

Je ne sais même pas comment les gens ont envie de voter pour ces gens-là. Ça fait flipper.

Le problème, c'est que j'aimerais bien voter pour quelqu'un et j'ai l'impression qu'il faut que je vote contre, je vais voter machin parce que c'est moins pire et à ce jeu là on se fatigue.(...)

Peut-être que je suis trop cynique et que je ne vois pas grande différence entre la gauche et la droite.

Je n'ai pas l'impression qu'il y ait une gauche de gauche, on est un peu au centre en France, on aime bien quand c'est confortable, c'est le truc des vieux pays, on est un vieux pays."

jeanmarcmorandini.com

II) Cambadélis compose une direction au poil pour Hollande et Valls

Lilian ALEMAGNA



Jean-Christophe Cambadélis a donné une conférence de presse samedi 20 juin 2015. (THOMAS SAMSON / AFP)

Deux semaines après le congrès de Poitiers, le premier secrétaire a dévoilé la liste de son nouveau secrétariat national. Les proches de Hollande et Valls progressent.

Un parti rassemblé... ou presque. A l'issue d'un conseil national tenu - une nouvelle fois - à huis clos dans une salle en sous-sol de l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis a dévoilé samedi après-midi la liste de sa nouvelle direction.

Un savant équilibre - 40 femmes et 38 hommes - entre les différentes sensibilités qui composaient sa motion - «le Renouveau socialiste» - au congrès de Poitiers mais sans plus d'un tiers du parti: les deux autres principales motions - celles de Christian Paul et de Kaine Berger - ayant fait le choix de ne pas «gouverner» le PS avec Cambadélis. En revanche, une chose est claire: les proches de François Hollande et Manuel Valls prennent de l'importance dans l'appareil socialiste.

Certes, les inamovibles Guillaume Bachelay (revenu vers Laurent Fabius après être passé par Martine Aubry) et Christophe Borgel (fidèle de Cambadélis après avoir aussi compté parmi les amis d'Aubry entre 2008 et 2011) gardent les postes stratégiques de numéro 2 («coordination») et de responsable aux «élections et vie du parti» (avec la main notamment sur les précieuses investitures électorales). Mais à côté d'eux, les amis historiques du président de la République et ceux du Premier ministre héritent de postes très importants au PS.

Ainsi, les hollandais dits, «historiques», peuvent compter sur le premier fédéral du Val d'Oise, Rachid Temal, qui devient secrétaire national «chargé de la coordination et des questions d'organisation» et ont placé deux des leurs, Pierre Juvet et Frédérique Masson, en adjoints aux «Fédérations» et aux «Elections».

Contre les infatigables de l'aile gauche

Au total la famille hollandaise «historique» compte 16 représentants sur les 77 que compte la nouvelle direction socialiste. Encore plus stratégique: ils seront 14 (soit un tiers des représentants de la motion A) à pouvoir se présenter au bureau national, instance que Cambadélis veut réhabiliter en la décalant du mardi au lundi soir avec obligation de présence.

Parmi eux, outre les membres de droit comme Stéphane Le Foll (porte-parole du gouvernement) et les présidents de groupe parlementaire, Bruno Le Roux (Assemblée nationale) et Didier

Guillaume (Sénat), on pourra y voir le retour de quelques poids lourds (Daniel Vaillant, Frédéric Cuvillier, Kader Arif). De quoi contrer les infatigables de l'aile gauche présents en BN (Emmanuel Maurel, Christian Paul, Marie-Noëlle Lienemann...) ou encore Martine Aubry qui a annoncé qu'elle ferait son retour parmi ses camarades à Paris.

Côté Valls, on profite aussi de cette redistribution des postes. Ainsi, le premier fédéral de l'Essonne, Carlos da Silva, hérite d'un poste très intéressant. Le suppléant du Premier ministre à l'Assemblée va ainsi s'occuper du «développement des fédérations et adhésions». Objectif affiché: augmenter le nombre d'adhérents du Parti tombé très bas et surtout «travailler au dépassement» des socialistes, affiche Da Silva. Faire le tour des fédérations est toujours intéressant lorsqu'on veut progresser dans l'appareil... Il travaillera avec Emeric Bréhier, historiquement proche de Pierre Moscovici et chargé, lui, de «l'animation» de ces mêmes fédérations. Autre fidèle de Valls: le sénateur-maire d'Alfortville, Luc Carvounas passe des relations extérieures à celles «avec le Parlement» quand d'autres «vallsiens» se voient récompensés de secrétariat nationaux thématiques.

Quid des aubrystes? "On progresse dans les postes de direction et on a 30% de la majorité au BN", se félicite François Lamy, bras droit de Martine Aubry. Autre fidèle de la maire de Lille, Jean-Marc Germain garde la direction du pôle international rebaptisé «mondialisation, régulation, coopération» et Marie-Pierre de la Gontrie, la partie «République et citoyenneté». D'importance lorsqu'il faudra commencer à rédiger le programme du PS pour 2017. Cambadélis a aussi chargé Lamy des «relations extérieures». Le bras droit de Martine Aubry, qui avait déjà réussi à parvenir à un accord électoral en 2011 avec les écologistes, aura pour exercice - difficile - de renouer avec le reste d'une gauche écologiste et communiste fâchée par la tournure prise depuis deux ans par le quinquennat Hollande.

Retour aussi de Julien Dray: après être retourner un temps avec l'aile gauche, le voici de retour dans la majorité avec le dossier de «l'alliance populaire», concept inventé par Cambadélis et qui doit servir à réunir toute la gauche - et plus si affinités - autour de Hollande dès le premier tour.

Reste que deux semaines après le

«rassemblement» des socialistes clamé à Poitiers par le premier secrétaire du PS et le Premier ministre, le PS reste divisé. La motion B, menée par Christian Paul, n'a pas souhaité rejoindre la direction. La «D», celle de la députée des Hautes-Alpes, Karine Berger non plus. «Ils ont estimé que la place qui leur a été faite aux élections régionales n'était pas suffisante, a expliqué Cambadélis samedi au cours d'une conférence de presse. Nous leur laissons une place». Sauf que les décisions récentes prises par le gouvernement (annonces sur les TPE-PME puis recours au 49.3 sur la loi Macron) n'ont fait que repousser sine die l'image d'un parti rassemblé. Berger et les siens parlant même de «trahison» des militants. A ce stade, le PS n'a de solide que sa façade.

Lilian ALEMAGNA



III) Composition du Secrétariat

Retrouvez la composition du Secrétariat national adoptée ce samedi 20 juin en Conseil national !

Secrétaire national chargé de l'animation, l'expression et de la coordination des pôles : Guillaume BACHELAY

Secrétaires nationaux auprès du Premier secrétaire :

François LAMY: chargé des relations extérieures

Julien DRAY: chargé de l'alliance populaire

Nicolas BAYS: chargé du renouveau de la vie militante

Ericka BAREIGTS: chargée des Outre-Mer

Secrétaire national chargé de la coordination et des questions d'organisation : Rachid TEMAL

Secrétaire nationale chargée des droits des femmes : Claude ROIRON

Secrétaire national chargé des relations avec le Parlement : Luc CARVOUNAS

Secrétaire nationale chargée du pôle « Justice

sociale et cohésion territoriale » : Estelle GRELIER

Secrétaires nationaux :

VIOLA André: Égalité territoriale
CHIBLI Kamel : handicap, lutte contre l'exclusion
GHALI Samia : Logement, villes et quartiers populaires
MANCEL Marc : Santé, protection sociale, famille
PEIRO Germinal : Agriculture
POTIER Dominique : Ruralité
PIRES BEAUNE Christine : Décentralisation, modernisation de l'Etat

Secrétaires nationaux adjoints :

BROUSSY Luc : Personnes âgées auprès de Marc MANCEL
COLOU Marie : Politique de la ville auprès de Samia GHALI
LACLAIS Bernadette : Territoires – montagne auprès de Dominique POTIER
MENARD Françoise : Santé au travail auprès de Marc MANCEL
TROUSSEL Stéphane : Logement
VIDAL SARAH: Petite enfance auprès de Marc MANCEL

Secrétaire national chargé du pôle « mondialisation, régulation, coopération » : Jean-Marc GERMAIN

Secrétaires nationaux :

CORDERY Philip : Europe
BRAUD Maurice : International, immigration et co-développement
PARGNEAUX Gilles : Nord/Sud
RECALDE Marie: Défense
MAALOUF Rita : Humanitaire et aux droits de l'homme
DAGOMA Seybah: Suivi des négociations transatlantiques et du commerce international

Secrétaires nationaux adjoints :

CONWAY-MOURET Hélène : International auprès de Maurice BRAUD
KORO Marie-Rose : Francophonie auprès de Maurice BRAUD

Secrétaire national chargé du pôle « Préparation de l'avenir » : Laurent DUTHEIL

Secrétaires nationaux :

BROSSEL Colombe : Education
ASSOULINE David : Culture et audiovisuel

BUIS Sabine : Transition énergétique et écologique, diversité
THIS-SAINT-JEAN Isabelle: Enseignement supérieur et recherche
DE GENTILI Emmanuelle : Croissance bleue
AUGIER Florence : Vie associative
CANALES Marion: Apprentissage et formation professionnelle

Secrétaires nationaux adjoints :

BOURGUIGNON Brigitte : Sport
TRIGANCE Yannick : Education, lycées professionnels
SFEZ Nicolas : Institutions
DOUCET Sandrine: Universités auprès d'Isabelle This-Saint-Jean

Secrétaire national chargé du pôle "production et de répartition des richesses" : Fabien VERDIER

Secrétaires nationaux :

SIRY Gabrielle : Economie
GRANDGUILLAUME Laurent: Politique industrielle et entreprises
WEILL Pierre-Alain : innovation
GERARD Pascale : Travail, emploi, formation professionnelle
POLSKI Olivia : Commerce et artisanat
BULTEAU Sylviane : Tourisme
ESPAGNAC Frédérique : Economie sociale et solidaire
ERRANTE Sophie : TPE/PME

Secrétaires nationaux adjoints:

ROBERT Sylvie : Dialogue social auprès de Pascale GERARD
BELOT Luc : Numérique
CARREIRAS Joël : Transports
BOUAMRANE Karim : Professions libérales

Secrétaire nationale chargée du pôle « République, citoyenneté » : Marie-Pierre DE

Secrétaires nationaux :

OUMER Nawel : Justice, Liberté et Sécurité publique
DI MEO Elsa : Promotion et action républicaine
MALMBERG Nathalie : Fonction publique

Secrétaires nationaux adjoints :

CORRE Valérie: Relation avec les mouvements citoyens
CHAOUAT Yacine : Intégration républicaine

Secrétaire national chargé du pôle « Animation, élections et vie du Parti » :
Christophe BORGEL

Secrétaires nationaux :

DA SILVA Carlos : Développement des fédérations et adhésions

BREHIER Emeric: Animation des fédérations, Université d'Eté

HAMMADI Razzy : Communication et réseaux sociaux

PROUST Sarah : Formation

REVAULT D'ALLONNES Christine : Suivi de l'opinion

MAZETIER Sandrine : Forums thématiques

RIHAN-CYPEL Eduardo : Arguments et riposte

Secrétaires nationaux adjoints :

JOUVET Pierre: Fédérations

CERVONI Laurent : Réseaux sociaux et stratégie numérique, auprès de Razzy Hammadi

MASSON Frédérique: Elections auprès de Christophe Borgel

ASSAF Christian: Elections auprès de Christophe Borgel

Trésorier: Jean-François DEBAT

Porte-paroles

MEADEL Juliette

FAURE OLIVIER

NARASSIGUIN Corinne

Conseillers auprès du Premier secrétaire, et membres de droit du Bureau national :

Jean GROSSET, chargé du social

Gilles PARGNEAUX, politique

François DAGNAUD, chargée de la Ville

Patrice BERGOUGNOUX, chargé de la sécurité

Patrick BLOCHE, Médias

Christophe BOUILLON, au développement durable et COP 21

Nicolas CADENE, veille sur les droites

Pierre COHEN, Président de la FNESR

Directeurs des études :

BERGOUNIOUX Alain : Directeur des études politiques

WEBER Henri : Directeur des études européennes

parti-socialiste.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le PS fonce droit dans le mur : je quitte un parti dans lequel je ne me reconnais plus



Par Liêm Hoang-Ngoc
Nouvelle Gauche Socialiste

Deux semaines après le congrès de Poitiers, et alors que le gouvernement Valls réaffirme son orientation social-libérale, le socialiste Liêm Hoang Ngoc a décidé de quitter un PS dans lequel il ne se reconnaît plus. Ancien député au Parlement européen, économiste, il appelle à l'émergence d'une coalition à la française de la gauche radicale.

Édité par Sébastien Billard Auteur parrainé par Baptiste Legrand



Congrès du Parti socialiste de Toulouse le 27 octobre 2012 (E.Cabanis

La gauche française est à la croisée des chemins. La "fronde" des parlementaires a échoué au congrès de Poitiers. Il n'y aura pas de changement de cap. Le PS continuera à manier le double langage qui rebute tant nos concitoyens.

Il clamera à ses militants qu'il n'est pas social-libéral, mais soutiendra inmanquablement le chef de l'État, qui maintiendra jusqu'au bout la barre vers la Troisième voie. Cette posture pourrait mener le Titanic socialiste droit vers l'iceberg, lors des échéances majeures de 2017.

Les "frondeurs" sont condamnés à l'impuissance

Dans la séquence politique qui s'ouvre, les députés "frondeurs" peuvent jouer tout leur rôle. Leur rupture avec le PS était attendue par nombre de nos concitoyens et de nos partenaires politiques, qui comptent sur eux pour faire

émerger une alternative politique de poids à une candidature social-libérale, vouée à la déroute en 2017.

Tel n'est pas, pour l'heure, leur choix. Ils se contentent de déposer des amendements à l'Assemblée nationale, lorsque la procédure les y autorise. En restant au PS, prisonnier de la Ve République, ils sont condamnés à l'impuissance politique.

Ils ne peuvent censurer le gouvernement, usant du 49-3 pour imposer la très symbolique loi Macron. Il leur est interdit de s'opposer aux lois de finance 2016 et 2017, bras armés de la politique ordolibérale qu'ils combattent.

Nous prenons pour notre part toute la mesure de l'impasse dans laquelle se trouve désormais la bataille interne. Celle-ci laisse, au demeurant, nos concitoyens circonspects, voire indifférents. Nous quittons le Parti socialiste pour créer la Nouvelle Gauche Socialiste. NGS s'adresse à tous les déçus du PS, qu'ils soient encore ou aient été militants ou électeurs socialistes.

Faire émerger une coalition de la gauche radicale

Nombre d'entre eux s'abstiennent désormais, sans tourner leurs yeux vers d'autres forces, parce qu'ils sont avant tout socialistes dans l'âme. Nous proposons de les rassembler pour former le pôle des socialistes de conviction qui œuvrera, avec les forces du Front de gauche, du mouvement écologiste et du mouvement social qui le souhaiteront, à l'émergence d'une coalition à la française de la gauche radicale (c'est la traduction de Syriza...).

Celle-ci devra trouver les moyens d'impliquer nos concitoyens dans l'action collective et le contrôle de leurs représentants. C'est pourquoi la mobilisation des vrais gens et de militants "normaux" sera bien plus décisive que l'appoint de grands élus et autres cumulards. Le retour du peuple est à cet égard la clé du succès de Podemos en Espagne.

Des citoyens actifs et militants d'hier et d'aujourd'hui ont, par centaines, adhéré à l'appel que nous avons lancé dans Mediapart (voir également notre site <http://ngs.ouvaton.org>). Nous les réunirons dans le cadre d'une université de rentrée en septembre.

D'ici là, des représentants de NGS, dans les régions, prendront contact avec nos partenaires pour faire naître, dans des assemblées citoyennes,

l'embryon d'une telle coalition pour les futures échéances électorales.

Le PS d'Epinais est en situation de mort clinique

Ailleurs, ils entameront le dialogue, dans l'espoir que la situation mûrissent et que nos partenaires dépassent leurs différends. NGS-jeunes sera lancé par nos étudiants, afin de redonner des repères à une jeunesse dépolitisée. Les intellectuels, en désamour avec le PS, reviendront au cœur du débat public autour de plumes comme Philippe Marlière.

La lutte sociale est faite de flux et de reflux. Le balancier de l'histoire est à l'évidence défavorable au camp du progrès. Les idées de la classe dominante pénètrent désormais en profondeur le PS d'Epinais, en situation de mort clinique.

Parce que la reconstruction de la gauche française prendra le temps nécessaire, il est urgent d'entamer le dialogue dès maintenant avec tous les partageux qui résistent encore, dans l'espace appelé à former la nouvelle gauche française. Celle-ci grossira inévitablement lorsque le mouvement social reprendra de la vigueur.

leplus.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Pour Brigitte Bardot, "Manuel Valls est tauromaniaque"



Pour Brigitte Bardot, Manuel Valls "est tauromaniaque" | AFP

Brigitte Bardot est en colère contre Manuel Valls. La raison ? Le goût du premier ministre pour la corrida, spectacle traditionnel pratiqué dans le sud de la France qu'elle qualifie de "dégueulasse".

"C'est scandaleux, le Premier ministre Manuel Valls, il est tauromaniaque. Il trouve que c'est formidable la corrida, mais c'est dégueulasse, je suis scandalisée", a indiqué l'ex-comédienne, invitée à s'exprimer sur l'émission "Vos animaux" sur les ondes de RMC ce dimanche 21 juin (vidéo ici).

"C'est la tuerie d'un animal (...). Evidemment que la corrida ne doit plus avoir lieu, car le sang appelle le sang et la violence appelle la violence", a-t-elle indiqué expliquant qu'elle ne pouvait "plus supporter de voir la corrida" dans le pays". Si "BB" s'en prend directement à Manuel Valls sur ce sujet, c'est parce que le premier ministre n'a jamais caché son admiration pour cette discipline tauromachique.

"C'est quelque chose que j'aime, ça fait partie de la culture de ma famille", assumait-il en septembre 2012 expliquant que la corrida était une "une culture à préserver" en France. Une prise de position qui avait déjà fait sortir de ses gonds Brigitte Bardot à l'époque, qui lui avait adressé une lettre ouverte pour exiger sa démission du ministère de l'Intérieur.

À noter, Manuel Valls n'est pas la seule personnalité à en avoir pris pour son grade lors de cet interview. L'ancienne actrice a en effet aussi critiqué Catherine Deneuve pour ses fourrures. "Il y a Catherine Deneuve (...) Qu'est-ce que vous voulez discuter avec Catherine Deneuve et ses fourrures ? Il n'y a rien à faire", a-t-elle aussi lâché, interrogée sur le milieu du cinéma.

V) Le retentissant échec économique et social de François Hollande

Par Laurent Mauduit

Malgré des taux d'intérêt au plus bas, la baisse de l'euro et des prix du pétrole, la croissance ne devrait pas, selon l'Insee, dépasser +1,2 % en 2015. Du même coup, le taux de chômage ne devrait pas baisser. La déréglementation du marché du travail, accélérée par la loi Macron, risque de renforcer la précarité.

Dans le débat économique français, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) est l'arbitre que nul ne peut contester. Chargé de collecter toutes les données économiques et démographiques du pays, c'est aussi lui qui produit les prévisions les plus fiables, parce qu'elles sont adossées précisément sur ces nombreuses enquêtes ; et aussi parce qu'elles portent traditionnellement sur un horizon très court : jamais au-delà de six mois.

Pour quiconque cherche la preuve de l'échec retentissant des politiques économiques et sociales dictées par François Hollande et mises en œuvre par Manuel Valls, il suffit donc de feuilleter la dernière « Note de conjoncture » que l'Insee a publiée ce jeudi 18 juin en fin de soirée. Même si le mot d'échec n'est naturellement pas prononcé, tous les chiffres y sont, qui permettent d'en venir à ce constat : malgré un environnement international très favorable, la croissance française restera poussive, ne dépassant pas 1,2 % sur l'ensemble de l'année. Et du même coup, le chômage restera à son niveau historiquement très élevé.

Note de conjoncture de l'Insee by Laurent MAUDUIT

<https://www.scribd.com/doc/269050315/Note-de-conjoncture-de-l-Insee>

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement aurait pu être en mesure d'afficher des résultats économiques exceptionnels. Car depuis plusieurs mois, la conjoncture économique s'est transformée. Avec un euro qui s'est effondré face au dollar, des taux d'intérêt qui sont à un niveau historiquement bas et un cours du pétrole qui lui aussi s'est effondré, tous les paramètres

économiques sont réunis pour que la France, après de si longues années de stagnation de l'activité et d'envolée continue du chômage, profite enfin d'une véritable embellie, avec à la clef une baisse du chômage, qui a atteint des niveaux sans précédent, et qui gangrène tout le pays (lire Une reprise économique en trompe-l'œil).

Las ! Conduisant une politique d'austérité budgétaire et salariale renforcée depuis 2012, le gouvernement socialiste a largement étouffé la reprise. Et s'il a pris des mesures massives en faveur des entreprises, avec notamment les 42 milliards du « pacte de responsabilité », il a fait en sorte que ces dispositifs soient sans contrepartie et ne génèrent que des effets d'aubaine pour ces mêmes entreprises.

Le résultat est celui que l'on découvre dans cette note de l'Insee : l'activité a un peu accéléré, mais dans des proportions tout de même très faibles. Voici, ci-dessous, le tableau synthétique qui présente toutes les prévisions de l'Insee :

On découvre dans ce tableau que la France sort de la croissance zéro qu'elle a connue quasiment sans discontinuer depuis 2012. Après +0,2 % en 2014, la croissance devrait atteindre +1,2 % en 2015. Un tout petit mieux.

Mais il faut ajouter un bémol : cette croissance à peine plus dynamique est due pour l'essentiel à un ressaut d'activité au premier trimestre de 2015, mais un ressaut de très courte durée puis sur les trois autres trimestres de l'année, la croissance devrait être de seulement +0,3 % ou +0,4 %. En somme, malgré cet environnement international ultra favorable, malgré ces milliards d'euros qui ont été dilapidés en vain, l'économie française continue de patiner. La France n'arrive pas même à renouer avec la petite embellie qu'elle avait connue en 2010 (+1,9 % de croissance) et 2011 (+2,1 %) et qui avait été cassée net par la surenchère des politiques d'austérité en Europe.

Vue d'ensemble															
Chiffres-clés : la France et son environnement international															
	2013				2014				2015				2013	2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Environnement international															
PIB des économies avancées	0,4	0,5	0,7	0,6	0,2	0,4	0,6	0,5	0,3	0,5	0,6	0,6	1,4	1,8	1,9
PIB de la zone euro	-0,4	0,4	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	-0,3	0,9	1,4
Baril de Brent (en dollars)	113	104	110	109	108	110	104	77	55	63	65	65	108,8	100	62
Taux de change euro-dollar	1,32	1,31	1,32	1,36	1,37	1,37	1,33	1,25	1,13	1,10	1,12	1,12	1,33	1,33	1,12
Demande mondiale adressée à la France	0,8	2,4	1,0	-0,1	0,5	0,5	1,7	0,9	0,8	1,0	1,2	1,2	3,0	3,0	4,1
France équilibre ressources-emplois															
PIB															
Importations	0,1	0,8	-0,1	0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,0	0,6	0,3	0,3	0,4	0,7	0,2	1,2
Dépenses de consommation des ménages	0,2	1,8	1,1	0,3	0,7	0,9	1,8	1,5	2,3	0,3	1,0	1,1	1,8	3,9	5,6
Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM	0,2	0,3	0,0	0,5	-0,4	0,5	0,3	0,1	0,8	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	1,6
FBCF totale	0,4	0,6	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	1,6	1,6	1,7
dont : ENF	-0,3	0,4	0,1	0,1	-0,6	-0,6	-0,5	-0,4	-0,2	-0,1	0,1	0,3	-0,4	-1,2	-0,8
Ménages	-0,3	0,9	0,8	1,5	0,0	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,3	0,6	0,8	0,8	2,0	1,0
Administrations publiques	0,4	0,1	-0,9	-1,8	-1,6	-1,5	-1,3	-1,1	-1,4	-1,2	-1,0	-0,6	-1,5	-5,3	-4,7
Exportations	0,1	0,1	-0,4	-1,9	-2,3	-2,8	-2,1	-0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	-6,9	-1,4
Contributions (en point)	0,0	2,6	-1,2	0,9	0,5	0,2	0,9	2,5	0,9	1,4	1,2	1,2	1,8	2,4	5,2
France - situation des ménages															
Emploi total	0,2	0,4	0,1	0,4	-0,3	0,2	0,2	0,1	0,5	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	1,1
Demande intérieure hors stocks*	0,0	0,2	0,5	-0,4	0,2	-0,1	0,3	-0,3	0,5	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3
Variations de stocks*	0,0	0,2	-0,7	0,2	-0,1	-0,2	-0,2	0,2	-0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,2
Commerce extérieur	0,0	0,2	-0,7	0,2	-0,1	-0,2	-0,2	0,2	-0,5	0,3	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,2
France - situation des ménages															
Emploi total	-24	-25	31	71	-6	34	-31	44	20	23	28	43	53	41	114
Salariés du secteur marchand non agricole	-36	-45	11	4	-27	13	-50	19	-1	7	14	21	-66	-45	41
Taux de chômage BIT France métropolitaine**	10,0	10,0	9,9	9,7	9,8	9,7	10,0	10,1	10,0	10,1	10,1	10,1	9,7	10,1	10,1
Taux de chômage BIT France (y compris DOM)**	10,3	10,3	10,3	10,1	10,2	10,1	10,4	10,4	10,3	10,4	10,4	10,4	10,1	10,4	10,4
Indice des prix à la consommation***	1,0	0,9	0,9	0,7	0,6	0,5	0,3	0,1	-0,1	0,3	0,3	0,6	0,9	0,5	0,2
Inflation « sous-jacente »***	0,6	0,4	0,6	0,5	0,4	0,1	0,0	-0,1	0,2	0,5	0,4	0,4	0,6	0,2	0,4
Pouvoir d'achat des ménages	1,2	0,2	-0,3	-0,2	0,8	0,4	0,6	0,0	1,4	-0,2	0,3	0,1	-0,1	1,1	1,9

Prévision

* Les variations de stocks sont y compris acquisitions nettes d'objets de valeur
** Pour les données annuelles, le taux de chômage correspond au taux de chômage du dernier trimestre de l'année
*** Glissement annuel sur le dernier mois du trimestre.

Pour François Hollande et Manuel Valls, il s'agit donc d'un échec. Et comme on s'en doute, cet échec économique se double d'un échec social, car du même coup, l'économie française ne va toujours pas créer assez d'emplois pour faire reculer le chômage. Au détour de son enquête, l'Insee présente en effet (à partir de la page 15) les dernières simulations qu'il a faites pour apprécier à partir de quel taux de croissance le chômage se stabilise. « Le scénario retenu dans cette Note de conjoncture repose sur une hausse tendancielle de la population active d'environ 130 000 personnes en 2015, soit +0,5 point d'emploi total. Hors effet de cycle et hors politique spécifique de l'emploi, la croissance du PIB qui stabilise le chômage est donc de l'ordre de +1,6 %. Cette estimation est toutefois à prendre avec précaution, étant donné les incertitudes habituellement liées à ce type d'évaluation », dit l'Insee. Cette évaluation n'a donc guère changé depuis de nombreuses années : voilà belle lurette que les économistes s'accordent à dire qu'il faut une croissance supérieure à +1,6 % ou +1,7 % pour que le chômage commence à refluer.

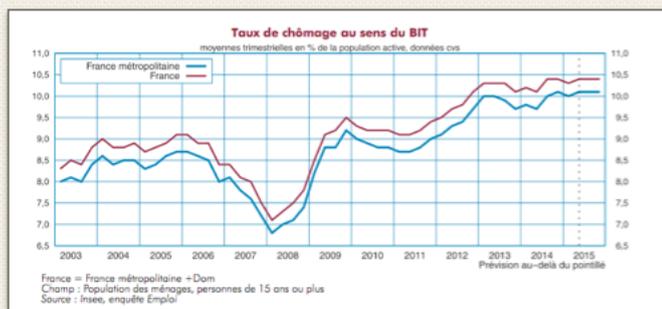
Sous les applaudissements inattendus de Robert Badinter

On devine donc l'enseignement qu'en tire l'Insee : avec une croissance qui, en moyenne annuelle, ne dépassera pas 1,2 %, et compte tenu des emplois aidés, les perspectives du marché du travail restent plus que jamais mal orientées. Il y aurait certes, sur l'ensemble de l'année, beaucoup plus de créations d'emplois que l'an passé : +114 000 en 2015 contre +41 000 en 2014. Conséquence : compte tenu de la hausse de la population active et notamment de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, cette hausse serait juste suffisante pour stabiliser le taux de chômage au niveau historique qu'il connaît actuellement.

La seule petite note d'optimisme de l'Insee n'en est pas vraiment une. Évoquant le nombre de demandeurs d'emploi, l'institut a en effet cette formule qui est, en vérité, terrible : « Il pourrait même baisser si le nombre de chômeurs dits "découragés" continue d'augmenter. » Traduction : on peut quand même espérer une petite baisse du chômage mais à la seule condition que l'on parvienne à expulser des statistiques officielles une poignée de chômeurs qui s'échinent à ne pas vouloir être rayés des listes...

Concrètement, le taux de chômage resterait donc à son taux historique, soit 10,4 % de la population active (au sens du Bureau international du travail)

à la fin de 2015, soit exactement comme à la fin de 2014.



Voilà quelques jours, le gouvernement avait repris espoir car l'Unédic, qui gère le régime d'assurance chômage, avait publié des prévisions un petit peu plus optimistes (on peut les consulter ici). Ces prévisions faisaient apparaître que le nombre de demandeurs d'emploi sans activité – 3,53 millions fin d'avril – devrait baisser un peu à partir « du milieu de l'année 2015 ». Et la tendance devait permettre d'espérer 90 000 demandeurs d'emplois en moins d'ici fin 2016.

À l'aune du désastre social que connaît la France, ce chiffre de 90 000 était déjà microscopique. Malgré cela, l'Insee (qui ne se prononce pas sur les évolutions prévisibles pour 2016) s'écarte de l'optimisme très modéré de l'Unédic pour 2015 et ne voit aucune inversion de la courbe, même infime, en cours d'année. Et il faut bien avoir à l'esprit que les prévisions de l'Insee sont beaucoup plus fiables que celles de l'Unédic : le second organisme fait d'ailleurs ses calculs en fonction des données produites par l'Institut.

Le gouvernement socialiste se montre incapable de faire refluer le chômage. On peut même être encore plus précis que cela : la politique de déréglementation accélérée du marché du travail que mène le gouvernement, avec des coups de boutoir violents et répétés contre le Code du travail, a naturellement l'effet inverse : elle tend à faciliter les licenciements, et menace donc d'augmenter encore plus le chômage, tout autant que la précarité.

C'est en effet l'un des messages les plus mensongers du moment que tient le gouvernement : il répète à l'envi que s'il a eu recours au très anti-démocratique article 49-3 de la Constitution qui bafoue les droits du Parlement, c'est parce qu'il voulait aller vite, et conforter la reprise économique qui pointe son nez. Mais on sait les effets économiques de certaines des dispositions de la loi Macron : qu'il s'agisse des mesures prévues pour faciliter les licenciements

collectifs), ou du plafonnement des indemnités allouées par les prud'hommes, le ministre de l'économie va contribuer à renforcer encore un peu plus les souffrances sociales du pays.

Les chiffres viennent d'ailleurs étayer ce constat alarmant d'un raz-de-marée de la précarité. Car si le nombre des demandeurs d'emploi de la catégorie A (la plus restreinte) va sans doute se stabiliser à un niveau très élevé, en revanche on ne sent aucun reflux ni même aucune stabilisation pour le nombre des demandeurs d'emplois toutes catégories confondues (de A à E), c'est-à-dire y compris ceux qui travaillent quelques heures, et qui sont donc dans la précarité.

On l'a encore constaté lors des derniers chiffres du chômage publié par Pôle Emploi, que l'on peut consulter ci-dessous

On constate en effet dans ce tableau que la hausse des demandeurs d'emplois toutes catégories confondues est la plus spectaculaire : on est passé de 5 661 200 en avril 2014 à 5 997 800 en avril 2015. En somme, la France se rapproche du chiffre énorme de 6 millions de demandeurs d'emplois. Mais il faut aussi avoir à l'esprit les chiffres antérieurs : 4 938 700 en avril 2012 ; 5 413 600 en avril 2013.

Au total, la France aura donc enregistré en trois ans de gouvernement socialiste une hausse de plus de 1 million de demandeurs d'emplois toutes catégories confondues. Pour être très précis : 1 059 100.

Même si la croissance devait encore s'accélérer, et le chômage effectivement stagner, cette situation ne profiterait pas à tous les demandeurs d'emplois : le nombre des demandeurs d'emplois de la catégorie A va sans doute stagner à un

un niveau très élevé, mais le nombre des demandeurs d'emplois des autres catégories, celles qui englobent les travailleurs pauvres ou précaires, risque de grimper encore longtemps. C'est l'effet prévisible du dynamitage du Code du travail auquel procède Emmanuel Macron, sur les instructions de François Hollande, et sous les applaudissements inattendus – et franchement désespérants – de Robert Badinter ou encore d'Antoine Lyon-Caen...

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Unités : milliers et %

Données CVS-CJO	Avril 2014	Mars 2015	Avril 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 364,9	3 509,8	3 536,0	0,7	5,1
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	656,9	684,0	696,9	1,9	6,1
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	967,8	1 096,7	1 111,7	1,4	14,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 989,6	5 290,5	5 344,6	1,0	7,1
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	277,2	279,6	275,3	-1,5	-0,7
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	394,4	378,0	377,9	0,0	-4,2
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 661,2	5 948,1	5 997,8	0,8	5,9
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 624,1	3 768,3	3 794,9	0,7	4,7
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 284,1	5 590,6	5 645,0	1,0	6,8

Sources : Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs-cjo : Dares.

A Suivre...
La Presse en Revue